

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D La Source

Demain numéro spécial NOTRE POSITION POUR LE SECOND TOUR DES ELECTIONS

Extraits des discours prononcés
par Max Cluzot et Jacques
Jurquet au meeting du 14

Editorial

Au second tour ne voterez ni pour la droite ni pour la gauche

D'après les résultats du premier tour, la gauche comme la droite apparaissent minoritaires, ne réunissant chacune qu'environ 46 % des voix.

Le score est extrêmement serré entre chacun des grands partis traditionnels et chacune des deux coalitions. La dispute pour s'emparer du pouvoir n'en est que plus âpre et tous les moyens sont bons pour chercher à racoler des électeurs, à les intimider, à faire pression sur eux.

L'un des arguments favoris dont les dirigeants des partis de gauche arment les militants de leurs formations pour tenter de semer le doute chez les électeurs qui veulent refuser la gauche comme la droite, c'est de dire « si vous vous abstenez, vous ferez le jeu de la droite ».

Mais c'est vous, messieurs les dirigeants de la gauche, qui faites le jeu de la droite depuis plus de vingt ans.

C'est Guy Mollet qui l'a remise en selle et c'est vous qui lui avez permis de garder les rênes en cantonnant sur le seul terrain électoral la volonté de lutte et de changement des travailleurs.

Les dirigeants du PCF ont une responsabilité particulièrement lourde en la matière. En abandonnant la voie révolutionnaire, en la troquant contre la voie pacifique parlementaire et l'alliance électorale avec le PS pour des fauteuils de ministres, ils ont donné un sérieux coup de main aux capitalistes. Ils leur ont permis de maintenir durant le règne de la droite, depuis plus de vingt ans, les travailleurs dans une dure et cruelle exploitation. Récemment, c'est encore eux qui ont poussé les directions syndicales à négocier les possibilités de laisser les patrons licencier en masse en échange de quelques miettes : ils ont leur part dans la situation misérable à laquelle sont réduits bien des travailleurs.

Ils veulent continuer à faire le jeu de la bourgeoisie exploiteuse et même si possible gérer à leur tour les affaires capitalistes. Eh bien, c'est une raison de plus pour nos lecteurs et pour tous les travailleurs de s'en défier. Nous les appelons à refuser de voter pour la gauche comme ils refusent déjà de voter pour la droite.

Lecteurs, amis et camarades, abstenez-vous ou votez nul au second tour. Refusez de vous laisser enfermer dans un choix qui vise à permettre aux dirigeants des partis de gauche de vous monter sur le dos pour gérer le capitalisme. Le véritable choix, le choix fondamental que vous avez à faire est tout autre. Il consiste à rejeter le réformisme et la prétendue voie pacifique au socialisme prônée par les dirigeants du PCF pour prendre un autre chemin, la voie révolutionnaire qui, seule, peut mener au véritable socialisme où vous serez les maîtres.

Certes, la masse des électeurs ne pourra encore à l'occasion de ces élections faire ce pas et votera souvent « quand même » à gauche même si elle s'en défie ou ne la considère que comme un moindre mal.

Pourtant, beaucoup de ces électeurs se dresseront dans les luttes de demain contre la bourgeoisie et s'opposeront aux partis de droite comme de gauche qui la servent ou en font le jeu. Nous ne nous arrêtons donc pas à ce seul scrutin. Il constitue cependant une bataille politique importante par l'émergence d'une force déjà en partie organisée au sein de l'UOPDP et qui contribuera à aider à construire dans les luttes l'autonomie de la classe ouvrière.

Meeting PCRML-PCMLF

UN OBJECTIF : UN SEUL PARTI EN 78

Nous étions 1 500 à avoir répondu à l'appel du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) et du Parti communiste marxiste-léniniste de France pour participer au meeting, mardi soir à Paris. L'unité était présente tant dans la salle qu'à la tribune.

Deux interventions seulement, pas très longues, mais très riches par leur contenu. Le camarade Max Cluzot est intervenu le premier expliquant le sens des résultats de la droite et de la gauche, les leçons que l'on peut en tirer. Il a montré aussi l'importance considérable de la participation des marxistes-léninistes à la campagne électorale : 28 000 personnes ont voté pour l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne sur à peine plus d'un quart des circonscriptions, mais surtout le grand apport de cette campagne est l'avancée gigantesque de l'unité des marxistes-léninistes qui a progressé plus rapidement en quelques semaines que dans les mois qui ont précédé.

Mais il ne faut pas en

rester là ; à ce sujet, Max Cluzot a indiqué : « Nous

le disons solennellement ici ce soir, nous ferons tout, pour notre part, afin que cette année ne s'achève sans avoir réalisé l'unification de nos deux partis ».

Juste après, Jacques Jurquet prend la parole :

« En écoutant Max Cluzot, je me demandais si j'allais lire mon discours

tant il était semblable ! ».

En effet, les mêmes points de vue étaient développés tant sur l'analyse de la situation nationale qu'internationale, sur la nécessité pour l'UOPDP de poursuivre le travail de masse déjà commencé.

(Suite page 7)



• Sud-Liban

Offensive sioniste sans précédent

Trois jours après l'offensive du commando palestinien en Palestine occupée, l'État sioniste d'Israël s'est emparé de ce prétexte pour déclencher l'opération militaire de la plus grande ampleur depuis la guerre d'Octobre 1973.

D'après les responsables sionistes eux-mêmes, il s'agit de « liquider les bases de feddayins le long de la frontière », et d'annexer sous prétexte de s'assurer « une ceinture de sécurité » toute une région du Sud-Liban. Comme on le voit,

l'État sioniste n'a pas renoncé aux ambitions expansionnistes qui en font l'ennemi de tous les peuples et pays de la région.

28 000 hommes ont aussi pénétré en territoire libanais avec des colonnes blindées, sur toute la longueur des 80 km de frontière, appuyés par un fort tir d'artilleurs et les bombardements de l'aviation. De furieux combats se dérouleraient autour des camps de réfugiés palestiniens que les sionistes veulent exterminer.

L'observateur permanent de l'OLP à l'ONU, M. Zehdi Terzi, a déclaré à New-York que l'attaque israélienne risquait « d'aboutir à une guerre de grande envergure ». Enfin la mission d'observation de l'OLP à l'ONU a affirmé dans un communiqué que les passagers des autobus attaqués samedi en Palestine occupée avaient été tués par les troupes israéliennes. Celles-ci, précise-t-elle, ont ouvert le feu sur le véhicule capturé par le commando, provoquant ainsi son incendie puis son explosion.

• Argentine

46 MORTS DANS UNE PRISON MODELE

Il y aurait 46 morts et 72 blessés, selon les informations officielles, à la prison de Villa Devoto, à Buenos-Aires.

Les victimes auraient été « asphyxiées » après avoir mis le feu à des matelas. En fait, il est probable que ces informations visent à cacher le massacre de prisonniers politiques, nombreux à être enfermés dans ce que le gouvernement argentin présente comme une prison modèle.

● Guadeloupe

Abstention patriotique !

Dans les colonies françaises, la farce des élections législatives, malgré la répression et les mesures d'intimidation qui l'accompagnent rencontre toujours la riposte des peuples opprimés. Par leurs abstentions massives, ils manifestent ainsi leur refus de l'État colonial français et de tous ceux qui prétendent en perpétuer le joug, qu'ils se présentent sous l'étiquette majoritaire ou autonomiste.

Ce scrutin comme les autres, a été accueilli en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion par un taux d'abstentions souvent supérieur à 50 %.

Nous reproduisons ci-dessous une lettre que vient de nous adresser le Comité exécutif de l'AGEG (Guadeloupe) qui définit la seule position conforme aux intérêts des peuples encore colonisés par l'impérialisme français : l'abstention patriotique.

Chers camarades,

(...) Comme vous le savez, dans ce contexte d'élections, nous avons décidé de développer une large propagande pour appeler nos compatriotes qui sont ici en France à s'abstenir les 12 et 19 mars, à penser et agir en Guadeloupéens.

Nous préconisons donc une abstention patriotique qui marque une rupture avec les assimilationnistes de droite (RPR, réformistes, etc.) et de gauche (PCF, MSG, trotskistes, du GRS et de combat « ouvrier », etc.)

**MIEUX FAIRE
CONNAITRE NOS
POINTS DE VUE**

Nous avons donc organisé deux meetings qui furent très positifs en ce sens qu'ils nous permirent de sensibiliser nos compatriotes qui sont en exil ici et de mieux propager les positions actuelles du camp patriotique guadeloupéen.

Bientôt, paraîtra notre journal (« Patriote guadeloupéen ») qui traitera essentiellement des élections législatives. Il nous permettra de mieux faire connaître nos points de vue à nos compatriotes émigrés et

à nos camarades et amis anti-impérialistes.

En Guadeloupe, actuellement, des unions populaires récemment créées mènent, elles aussi, campagne pour l'abstention patriotique. Nous vous faisons parvenir des textes du Comité populaire du Laurentin et de l'Union populaire de Petit-Bourg qui nous éclaireront davantage.

**POUR L'ABSTENTION
PATRIOTIQUE**

Vous avez certainement pu lire dans le journal « Ja Ka Ta » numéro 2 des articles qui appellent notre peuple à l'abstention.

Donc, la propagande pour l'adoption d'une attitude patriotique vis-à-vis de cette mascarade électorale est intense en Guadeloupe. Nous essayerons, nous qui sommes la seule organisation patriotique guadeloupéenne à l'extérieur, à contribuer à la propagation des points de vue et analyses du camp patriotique.

(...) Nous vous remercions encore pour tout ce que vous faites pour notre peuple, pour le soutien constant que vous nous portez.

Salutations militantes.



Le visage du colonialisme français en Guadeloupe.

Voici maintenant le tract de l'Union populaire de Petit-Bourg.

Population de
Petit-Bourg

Les 12 et 19 mars prochains auront lieu les élections législatives françaises. En Guadeloupe, plus de vingt candidats se disputent pour les trois postes de députés. Les partis politiques (RPR, Parti socialiste, Mouvement progressiste, Parti communiste guadeloupéen) utilisent toutes les méthodes pour nous tromper, nous diviser et nous faire voter pour leurs candidats. Les grands chefs colonialistes français (Messmer pour le RPR, Fajon pour le Parti communiste français) ont défilé en Guadeloupe pour nous dicter « le bon choix ».

Ils prétendent que la Guadeloupe est à un tournant de son histoire.

Mais qu'en est-il exactement ?

**YO VLE
COUYONE NOU !**

La Guadeloupe est une nation opprimée et exploitée par les colonialistes français. Toutes les richesses de notre pays sont pillées par les capitalistes colonialistes français et par une poignée de propriétaires fonciers et de gros bourgeois commerçants. Par contre, la misère et les souffrances des travailleurs ne cessent de s'aggraver, la situation de l'ensemble du peuple de se dégrader. A Petit-Bourg, nous subissons particulièrement les conséquences de l'exploitation coloniale :

— Fermeture de l'usine Roujol.

— Paiement de la canne à la richesse entraînant la ruine des petits planteurs,

— Développement de la mécanisation de la coupe de la canne entraînant le chômage pour les ouvriers agricoles.

— Vente des terres agricoles et spéculation foncière.

— Disparition des artisans et des petits commerçants.

— Absence de débouchés pour les jeunes.

— Exportation forcée par le Bumidom, etc.

**AUCUN DES CANDIDATS
NE DÉFEND
LES INTÉRÊTS DU
PEUPLE
GUADELOUPÉEN**

Ils veulent tous nous tromper.

Maximin Mariani (RPR)

C'est l'homme que la population de Petit-Bourg vient de chasser de la municipalité. Sa candidature a été annoncée officiellement par Pierre Messmer, envoyé spécial de Chirac, ancien ministre des Armées, ancien ministre des Colonies et ancien Premier ministre du gouvernement français. Cela veut dire que Maximin se présente pour défendre les intérêts des capitalistes colonialistes français, des propriétaires fonciers et de la grosse bourgeoisie commerçante.

Jalton (Mouvement socialiste guadeloupéen)

C'était le candidat offi-

ciel de l'administration en 1973. Son élection avait en effet été organisée par le préfet avec le soutien de l'UDR. Qu'a-t-il fait pour les travailleurs guadeloupéens depuis 1973 ? Combien de fois est-il venu ici à Petit-Bourg nous faire un compte-rendu de son « travail » à l'Assemblée nationale française ?

Aujourd'hui, espérant nous tromper une nouvelle fois, il se présente sous une étiquette de « gauche » et propose une soi-disant « décentralisation des pouvoirs » en cas de victoire de la gauche française. En vérité, sa position politique n'a pas changé depuis 1973. Comme Maximin, son ancien allié, il veut le maintien du statut colonial.

Pierre-Justin (parti communiste guadeloupéen)

Les travailleurs de Petit-Bourg ne connaissent pas Pierre-Justin, mais le jugeront à travers son parti, le PCG. Ils savent que ce parti qui se prétend « le parti de la classe ouvrière » a toujours été absent des grandes luttes populaires déclenchées dans la région au cours des dernières années (grèves des travailleurs de la canne de 1971 à 1977, grève des ouvriers de la banane en 1975...)

Le PCG réclame « l'autonomie démocratique et populaire dans le cadre de la République française ». C'est une forme déguisée de départementalisation dans laquelle les profits tirés de l'exploitation des travailleurs seront partagés avec la bourgeoisie guadeloupéenne, la classe de Pierre-Justin.

En définitive, les propositions faites par ces trois candidats se rejoignent sur le fond : c'est le maintien du système colonial et de l'exploitation du peuple guadeloupéen. Le peuple guadeloupéen ne peut rien attendre de ces candidats.

Quant aux candidats trotskistes (Sene pour Combat ouvrier et Cour dain pour le Groupe Révolution socialiste), ce sont des spécialistes de la confusion. Ces opportunistes, totalement coupés des masses, appellent les travailleurs à voter pour eux alors qu'ils déclareront en même temps qu'ils ne croient pas à l'efficacité de ces élections. Ils veulent entretenir la mentalité électorale qui a déjà causé tant de torts à notre peuple.

**PENSONS ET AGISSONS
EN GUADELOUPÉENS**

Les élections des 12 et 19 mars sont des élections législatives françaises et ne concernent que le peuple français. Elles n'intéressent pas le peuple guadeloupéen car elles ne mettent pas en cause les rapports de domination coloniale qui existent entre la France et la Guadeloupe.

Que peuvent faire trois pantins guadeloupéens, même s'ils se disent de « gauche », parmi plus de 480 députés français ?

Aucun député guadeloupéen, de droite comme de gauche, n'a jamais pu obtenir le moindre changement allant dans le sens des intérêts du peuple guadeloupéen.

Nous avons toujours manifesté notre opposition aux élections législatives françaises en nous abstenant massivement. Il ne sert à rien d'envoyer des députés guadeloupéens s'asseoir sur les bancs de l'Assemblée nationale française et de remplir les poches de millions. Ne pas participer à ce type d'élections, c'est affirmer que nous ne sommes pas Français, que nous sommes Guadeloupéens. *Nou pa lais-sé vo couyonné-nou enco.*

N'attendons pas sur la victoire de tel ou tel homme politique pour résoudre nos problèmes. La résolution de nos problèmes passe par l'unité et la lutte de l'ensemble du peuple guadeloupéen pour libérer notre pays de l'oppression et de l'exploitation colonialistes françaises.

Ne nous laissons pas diviser par des hommes politiques en quête de mandats électoraux !

Pensons et agissons en Guadeloupéens !

Abstention patriotique !

Petit-Bourg le 20 février

1978

L'Union populaire de Petit-Bourg

Tout le peuple guadeloupéen

doit s'unir pour arracher

L'INDEPENDANCE

NATIONALE





«Rencontre du troisième type»

Film de Steven Spielberg

Ovni soit qui mal y pense

Ce film est l'histoire de la rencontre avec les êtres venus d'ailleurs dans leur soucoupes volantes. « Les gens vont le voir pour s'entendre raconter un conte de fées », nous dit l'Humanité dimanche qui ajoute : « C'est de l'humour », et il ne faut surtout pas voir « Spiegel en vilain réactionnaire cherchant à faire passer son idéologie en fraude ». Et pourtant, on retrouve dans ce film tous les grands mythes religieux transposés, mis au goût du jour avec un habillage scientifique. Et à la sortie, vous êtes assailli par des distributeurs de tracts vous invitant à lire « le livre qui dit la vérité : le message donné par les extra-terrestres ».

Alors nous l'avons lu ce livre et c'est très instructif. Nous avons appris que Dieu n'existe pas, mais que cependant, la Bible dit la vérité, car ce sont des extra-terrestres qui « scientifiquement » ont créé les hommes.

Ce qui doit nous reconforter, c'est que « nos pères » ne cessent de s'intéresser à nous et que le temps est proche d'une nouvelle intervention de leur part pour permettre à l'humanité de faire un nouveau pas décisif. L'auteur, Claude Vorilhon, les a rencontrés, il est même allé faire un tour sur leur planète lointaine qu'il nous décrit dans son livre. Il y a rencontré Moïse, Jésus, Bouddha, Mahomet et quelques autres.

PASSI INNOCENT

Nous aurions tort d'en rire et de tourner la page. Certes, les progrès de la science ont porté un rude coup aux croyances religieuses fondées sur l'existence de Dieu, mais la bourgeoisie sait fort bien l'emprise de la religion sur les masses, il ne lui reste plus qu'à inventer « une nouvelle religion, une religion athée », l'expression est de Claude Vorilhon.

Le film de Spielberg fait partie de la campagne pour répandre ce « nouvel opium du peuple », et après l'avoir vu, des centaines de milliers d'Américains ont écrit au président Carter pour qu'il entreprenne des études sérieuses sur ces questions.

LA SOUMISSION

Tout cela ne semble pas avoir gêné les critiques de « l'Humanité dimanche ». Ce qui les chagrine, c'est que « l'Amérique et l'Américain sont élus par les extra-terrestres pour cette rencontre », bien sûr, si c'était l'URSS de Brejnev tout irait mieux. Peut-être aussi l'idéologie franchement fasciste de ces surhommes que Claude Vorilhon nous dit avoir rencontrés leur convient-elle.

« Il faut que votre monde revalorise les génies et leur permette de diriger la terre » leur fait-il dire, pour ce fait, il propose que le QI (quotient intellectuel)

soit inscrit sur les cartes d'identité et d'électeurs, et que seuls soient éligibles ceux dont le QI serait supérieur de 50 % à la moyenne.

Cette nouvelle « religion athée » prêche aussi la non-violence. Un pays attaqué ne doit pas se défendre. D'ailleurs, « les êtres capables d'échapper à leur système planétaire sont toujours pacifiques », quels sont donc les pays qui ont envoyé des hommes hors de notre planète ? Alors pourquoi s'inquiéter ? Ah ! Nous allions oublier, ces extra-terrestres sont aussi sionistes : « Les Juifs sont nos descendants directs sur la terre et c'est pour cela qu'un destin particulier leur est réservé ».

Sous un aspect de film commercial, fait uniquement pour le plaisir du spectateur, « Rencontre du troisième type » est en réalité un film ultra-réactionnaire visant à intoxiquer les masses.



Claude Vorilhon dit avoir vu ce sigle gravé sur la soucoupe et sur la combinaison des extra-terrestres qu'il a rencontrés.

• Municipalité PS-PC de Lorient Impôts et licenciements...

La municipalité PS-PCF de Lorient ne prend pas le soin de camoufler sa nature bourgeoise, même en pleine campagne électorale.

En effet, au beau milieu d'un meeting, les candidats PCF de la circonscription de Lorient annoncent une augmentation de 16% des impôts locaux.

Plus tard, dans les journaux locaux, on l'annonce

A propos du double meurtre à Paris

Un témoin parle...

Dans notre édition d'hier, nous avons brièvement relaté les circonstances du meurtre par deux policiers de deux personnes, Messieurs Bernard et Alain Chaussin, deux frères âgés respectivement de 34 et 22 ans.

L'amie d'Alain Chaussin, Annie Marcon, qui était dans la voiture que les deux frères conduisaient avant qu'ils ne soient tués par la police, a fait une déclaration à l'Agence France-press que nous reproduisons.

« Tout a commencé vers 3 h moins le quart. Nous étions rue Saint-Denis lorsque nous avons eu un léger accrochage avec un taxi immatriculé 92. Nous nous sommes arrêtés au coin de la rue Réaumur près du feu rouge, et là, nous sommes descendus. J'étais pressée, je n'avais pas le temps d'attendre que l'on remplisse un constat car j'avais laissé ma fille toute seule à la maison. Bernard a dit au chauffeur du taxi que l'on ne pouvait pas rester et lui a proposé de reculer l'établissement du constat. Le taxi ne voulait pas et le ton a monté. Les gens s'agglutinaient autour de nous et je me suis éloignée de la voiture en marchant à pied vers le boulevard Sébastopol. Ensuite, Alain, le frère de Bernard a démarré et a pris le boulevard dans la direction de la gare de l'Est.

Le taxi a suivi la voiture et la coincée en se garant devant eux. Il ne voulait pas en démordre et insistait pour que l'on fasse un constat. A ce moment, les motards sont arrivés et ont commencé à participer à la discussion. Puis, appelés sur une autre affaire, ils ont dû partir. Le chauffeur du taxi, de plus en plus énervé, est parti vers sa voiture d'où il est ressorti avec un pistolet à la main. Vrai ou faux ? Je n'en sais rien... J'ai eu peur, je me suis éloignée.

D'autres taxis, appelés en renfort par le premier ont commencé à bloquer la voiture. Alain a pris peur, est remonté dans la camionnette et a pris la fuite poursuivi par plusieurs taxis. Selon Angèle Désidéri, qui se trouvait dans le véhicule, la poursuite a duré jusqu'aux

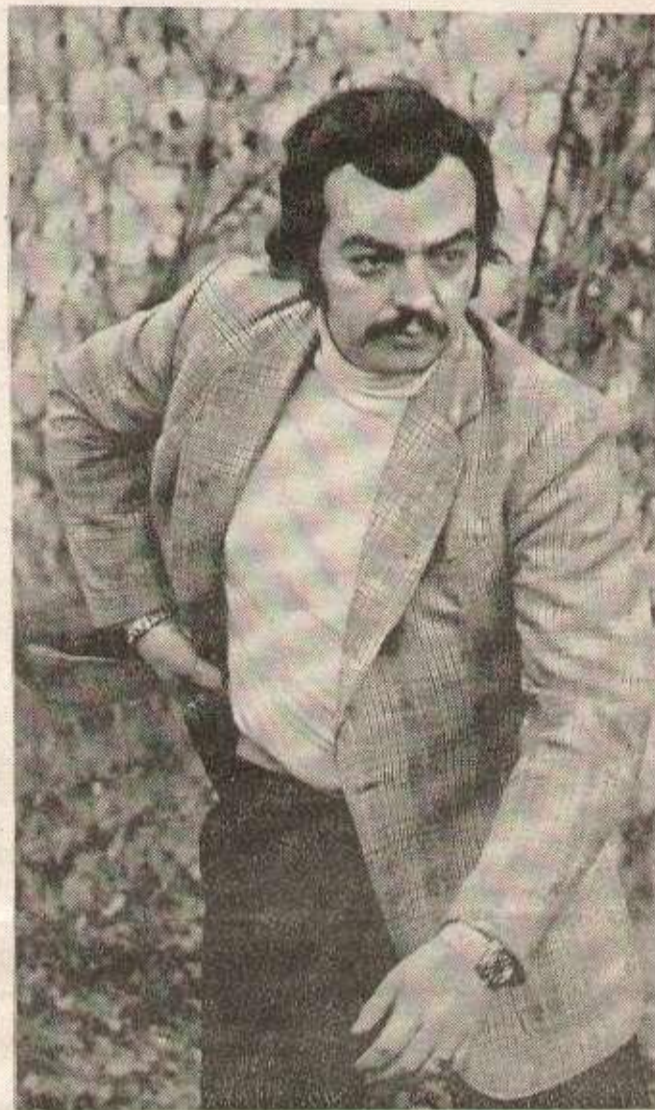
abords de la place de la Nation. A ce moment, ils se sont aperçus qu'ils étaient suivis par des motards (prévenus par les taxis). Ils ont ralenti. Les policiers sont arrivés à leur hauteur et ont tiré. Alain et son frère Bernard qui se trouvaient derrière ont été touchés. La voiture a percuté un mur et s'est arrêtée.

« Moi, personne ne m'a prévenu », explique Annie Marcon. « Comme je n'avais pas de nouvelle, j'ai téléphoné dans les commissariats et c'est finalement celui du 12^e arrondissement qui m'a convoquée pour m'informer que Bernard et Alain étaient à la morgue ».

La presse, qu'elle soit de droite ou de gauche, parle de « bavures », de « tragique méprise » etc. En réalité, il ne s'agit pas de cela. Quand on nous dit qu'il s'agit là d'événements exceptionnels, cela est faux car les meurtres de la police ne se comptent plus. Le rôle de la police n'est-il pas dans notre société d'exercer la répression et la violence, spécialement contre les gens du peuple.

Cela est son rôle et il sera toujours celui-là, quel que ce soit le gouvernement en place dans ce système. Si les policiers sont armés, c'est bien pour qu'ils servent de leurs armes et d'ailleurs le pouvoir les incite à cet usage.

Tous les policiers meurtriers n'ont pas été sanctionnés. Nombreux sont ceux qui sont restés libres, ont été relaxés par les tribunaux, les rares fois où ils ont été contraints de passer devant les juges. Cela indique assez que le pou-



Qui est-ce ? D'après « Paris-Match », c'est un inspecteur de police, champion de France de tir rapide à l'arme au poing. Est-ce étonnant si les flics tuent : ils s'entraînent à le faire.

voir couvrir les tueurs qui d'un député PCF de Paris, Baillet :

« Qu'avez-vous fait depuis une année avec votre maire pour obtenir les effectifs de cantonniers pour nettoyer les rues, et ceux de la police pour permettre l'ilotage de nos quartiers ? Comment peut-on appeler cela sinon un appel à renforcer la répression ? »

Pour preuve, voici une citation extraite d'un tract

Le père de Suzanne Marty, ancien résistant et déporté, est décédé

Nous avons appris le décès du père de notre camarade Suzanne Marty, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Immigré polonais, il avait soutenu les Républicains espagnols, participé à la Résistance ; puis arrêté, il avait été déporté au camp de Buckenwald.

Ces obsèques ont eu lieu samedi 11 mars, à Argelès-sur-Mer, en présence d'une nombreuse assistance parmi laquelle on reconnaissait de nombreux compagnons de camp du père de notre camarade.

Camille Granot et Alain Castan représentaient notre journal et Hélène Marchisio l'Association des Amitiés franco-chinoises. Le camarade Jacques Jurquet, retenu à Paris en raison de la situation politique, avait adressé une lettre personnelle à Suzanne Marty.

Nous sommes persuadés d'interpréter les sentiments des lecteurs de l'Humanité rouge en exprimant à notre directrice de publication nos sentiments de condoléance les plus attristés et les plus fraternels.

Correspondant HR



La crise dans le papier-carton

Un secteur pas assez juteux pour les capitalistes

Cette branche qui avait, pendant longtemps, échappé à la restructuration capitaliste est aujourd'hui touchée comme les autres.

Dans le papier-carton, il s'agit de regrouper la production autour de deux grandes sociétés ayant le monopole de l'emballage pour l'une de l'impression-écriture pour l'autre.

Le blocage des salaires a été draconien ; les salaires n'ont même pas suivi l'indice INSEE-Barre, dans de nombreuses entreprises. Il y a eu 10 000 licenciements en un an et demi (8 000 en 1977).

Ces dernières années, le nombre des entreprises est tombé de 500 à 380. Les dernières fermetures ont eu lieu à Toulouse et à Roquefort ; plus de cinquante autres sont annoncées.

LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS ET POUR LE MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS

A Zig-zag et à la Rochette-L'Hermitage, il y a eu chômage partiel à Noël. Pour le patronat, les objectifs pour les deux années à venir sont de 20 à 30 000 licenciements. Les boîtes les

plus menacées : La Roche-Joubert, Beghin-Corbeheim, la Cellulose d'Aquitaine.

Les capitalistes préfèrent de plus en plus importer la matière première. 1,5 million de tonnes de pâte à papier (10 milliards) sont achetées à la Scandinavie, au Canada, aux USA. Les trusts (Elf par exemple) investissent au Gabon, dans de grandes unités de production. C'est le chantage à la productivité sur les travailleurs. Alors qu'en 1960, les échanges avec l'étranger étaient équilibrés, en 1976, les importations sont 2,5 fois plus importantes dans cette branche.

Barre avait proposé, il y a un an, pas loin de deux milliards aux grands groupes (Paribas, St Gobain, IDI) pour se restructurer. Rien n'est encore fait. La période électorale (St Go-

bain nationalisable) a sans doute freiné le processus.

En attendant, ils ne perdent pas de temps et sous le chapeau de la rentabilité, célébrée par Roger Martin, PDG de St Gobain, ils font davantage suer les travailleurs du papier-carton, en accroissant la productivité.

- Les départs à la retraite ne sont pas compensés par l'embauche des jeunes.
- Les absences ne sont pas remplacées.
- Aucun investissement.
- Les conditions de travail sont franchement dégueulasses : bruits, odeurs, émanations de chlore ; cadences, surmenage, déclassement. On fait en sorte que les travailleurs soient polyvalents pour qu'ils puissent faire toutes les tâches.

En un mot, tout faire pour restaurer les profits dans un secteur qui ne semble pas assez juteux pour les capitalistes d'aujourd'hui.

Face à cet assaut en règle, les ouvriers ne res-

tent pas les bras croisés. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu (la CGT n'a rien fait pour) d'actions longues et dures. Mais de nombreux débrayages ont eu lieu et la grève du 1er décembre, malgré son manque de perspectives, a été très suivie.

Les 140 000 travailleurs du Papier-carton ont de plus en plus conscience de la menace qui pèse sur eux.

Ils ne se font guère d'illusions sur les promesses électorales des partis de gauche, comme le prouve la position prise au conseil de branche CFDT Papier-carton de janvier 1978.

« Dans cette situation, le désarroi des travailleurs après la rupture de l'Union de la gauche n'est pas seulement provoqué par la crainte que la droite soit à nouveau reconduite aux prochaines élections.

« Ce désarroi a d'abord pour cause l'impression que donnent les partis de gauche de leur incapacité à apporter des réponses crédibles aux questions posées par la

restructuration et la crise capitalistes » (...)

(...) « Les travailleurs, quoi qu'il arrive en mars 1978 - que la gauche soit majoritaire ou non au Parlement - ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leurs luttes pour débloquer la situation » (...)

A la base, les propositions de lutte se précisent. Des actions qui coûtent cher au patron et peu aux travailleurs sont proposées :

- Ralentissement des cadences.
- Grèves perlées : quatre heures par équipe sur

la semaine.

- Des actions coordonnées entre les boîtes.

- Des actions qui unifient comme des revendications de salaire qui resserrent

l'éventail hiérarchique.

Alors que la CGT dans ses tracts a comme mot d'ordre : « Pour que vive le Programme commun », des sections de la CFDT qui ne se sentent pas très liées par des déclarations d'Edmond Maire, ne cachent pas que, s'il le faut, gauche ou pas au pouvoir, « il y aura débordement. »

• Hôpital de Longjumeau en grève Piquet de grève, pétitions et consultations gratuites

Depuis huit jours, le personnel hospitalier est en grève pour exiger :

- Le recrutement immédiat des effectifs budgétaires en 1977. (La direction départementale de l'action sanitaire et sociale a autorisé le recrutement mais c'est la direction locale qui bloque la situation.)

- Le remplacement du personnel en congés, que ce soient des congés maternité, des congés maladie ou des congés annuels.

- A la fin de la semaine une assemblée générale

du personnel a voté la continuation de la grève par quatorze voix pour et moins d'une trentaine de voix contre. Pendant le week-end, un piquet de grève a été assuré.

Le samedi matin, un tract des sections CGT et CFDT a été distribué au marché par des travailleurs de l'hôpital pour populariser leur lutte. De plus, ils ont fait signer à la population une pétition qui circule aussi parmi les malades de l'hôpital. Les malades et la population ne

sont pas gênés par la grève car pendant ce temps, les consultations sont gratuites.

Le personnel se relaie auprès des malades hospitalisés et au service des urgences.

La prochaine assemblée générale aura lieu le mercredi 15 mars, pour rendre compte aux travailleurs de deux entrevues : celle de la DDASS et celle avec la maire qui est président du conseil d'administration du centre hospitalier.

International

LES 160000 MINEURS EN GREVE REFUSENT DE SE PLIER DEVANT LA JUSTICE DE CARTER

Malgré la promulgation par le gouvernement Carter de la loi Taft-Hartley, les 160 000 mineurs sont toujours en grève. Ils en sont maintenant à leur 100^e jour. La loi Taft-Hartley ordonne aux mineurs en grève de reprendre le travail pendant 80 jours sous peine de poursuites judiciaires.

Les mineurs n'ont pas fléchi devant les tueurs du patronat, n'ont pas fléchi devant la trahison de la direction syndicale, ils n'ont pas fléchi quand on a commencé à leur couper l'électricité, à saisir leurs voitures, etc. Ils ne fléchissent pas plus maintenant face à la menace judiciaire qui plane sur eux.

Le patronat, le gouvernement connaissent la détermination des travailleurs, ils savaient que la loi serait boycottée. L'éventualité du coup de force n'est pas envisagée pour l'instant car ils savent aussi que les menaces policières ne feront pas reculer ces mineurs.

• CES Rabelais- Vitry sur Seine

COMMUNIQUE

Pour s'opposer aux cinq suppressions de poste prévues pour l'année 1978-1979, les enseignants et les surveillants du CES Rabelais de Vitry étaient en grève lundi 13 mars 1978, soutenus par les parents qui avaient appelé à la grève scolaire.

Les grévistes se sont rendus en délégation à l'inspection académique où se tenait le groupe de travail de la commission de la carte scolaire.

L'administration académique a refusé de reporter le groupe de travail

comme le demandaient les délégués syndicaux SNES, SGEN-CFDT, SNI, SNEP-CGT, FNC qui souhaitaient une information plus précise sur les structures et les effectifs des établissements. Les délégués ont alors quitté la réunion.

D'autre part, l'administration a refusé de recevoir les délégations du CES Rabelais de Vitry, du lycée Romain Rolland d'Ivry et du lycée classique de Champigny.

Elle a fait appel au commissaire de Créteil et aux forces de l'ordre pour faire évacuer sans ménagements la salle de commis-

sion et la préfecture (4 cars de policiers pour une cinquantaine d'enseignants !).

Ainsi, non seulement le pouvoir aggrave nos conditions de travail et d'emploi en supprimant nos postes, mais il répond par la force à nos demandes de justification. C'est pourquoi l'assemblée générale des grévistes du CES Rabelais a décidé la reconduction de la grève afin d'élargir le mouvement et de préparer une grève des établissements du second degré dans le département du Val-de-Marne.

Les enseignants en grève du CES Rabelais

La Faucille

UN BILAN FAUCILLE DES COMBATS REVOLUTIONNAIRES LIBERES EN FRANCE

Une première victoire des dévoués intégrés : 1500 paysans à Laval le 22 février contre une firme d'aliments « Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau ! »

LES PROMESSES ET MOUTES GRÈVES DES CHIEFS

DEBATISE AU CONGRES DE LA FNSMF « 30% de paysans en moins dans quinze ans »

Bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France

A l'occasion du prochain scrutin législatif, le comité de rédaction informe les lecteurs de l'Humanité rouge que le numéro de « La Faucille » de cette quinzaine comporte exceptionnellement douze pages format tabloïd (du type quotidien) avec de nombreux articles d'actualité mais aussi des articles sur la politique agricole de la droite et des programmes des partis bourgeois de la gauche. La résolution du III^e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur le travail du PCMLF à la campagne est également publiée dans ce numéro, ainsi qu'un éditorial intitulé « Etendre et organiser la lutte des travailleurs des villes et des campagnes ».

Ce numéro a été l'objet d'un tirage plus important. Il vous intéresse sans aucun doute et intéressera également vos amis et camarades à la ville et à la campagne. Passez directement commande à l'adresse postale de « La Faucille » : BP 258 75866 Paris Cedex 18. Le prix du numéro est de 3 F.

TARIF D'ABONNEMENT : 1 an : 60 F
LA FAUCILLE BP 258 Paris Cedex 18.
CCP La Faucille 17 564 83 B.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Le problème de la droite

Tenter de ravalier la façade ou s'écrouler



Chirac a beau s'entourer de clowns et faire de larges sourires, son sourire reste grinçant. « La partie n'est pas encore gagnée » a-t-il déclaré.

Législatives 1er tour Résultats complémentaires des candidats UOPDP

CALVADOS			
3e	COUPEY Gérard FRABI Gérard	449	0,75 %
COTES-DU-NORD			
2e	LE CORRE Loïc ROBIN Sylvie	201	0,34 %
DROME			
3e	MARTIN Colette GENILLON Tanguy	204	0,32 %
GIRONDE			
1ère	BORTHURY B. FERRIERE M.	113	0,18 %
4e	CLUZAN J.C.	475	0,56 %
ILLE-ET-VILAINE			
2e	LE CAM J.C. NAVENNEC G.	571	0,56 %
MARNE			
2e	THOMAS Johan MUSARD Paule	211	0,31 %
3e	Blanchemanche J.L. EVRARD Gilbert	184	0,27 %
NORD			
7e	GUILLERMAIN BOUDEULLE	258	0,29 %
PUY-DE-DOME			
	PALJKOVIK J.M. SOZZEDE J.P.	298	0,35 %
RHONE			
12e	PERCHOUX André SAINT-LAGER A.	122	0,20 %
SAVOIE			
3e	GRANJON J. GALLEY P.	191	0,30 %
POURCENTAGES NON MENTIONNÉS DANS NOTRE ÉDITION DU 14 MARS			
VAUCLUSE			
3e	JOLY Pierre LIOP Jacques	221	0,34 %
SEINE-SAINT-DENIS			
7e	FERNANDEZ G. DENARIE Serge	118	0,20 %

Nombre de voix dans la 1ère circonscription du Finistère (GUIVARCH J.F. et HOSTIOU M.C.) : 530
Le total des voix obtenues par les candidats UOPDP est de : 27 705

HR- Bimensuel du 2 au 16mars RECTIFICATION

Une grave coquille a inversé le sens d'un passage de l'éditorial du camarade Jacques Jurquet. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes, mais nous tenons à fournir le texte exact qu'il convenait de lire.

Page 4, colonne de gauche, 29e ligne à la place de « ... cela ne traduit-il pas une augmentation », il fallait lire « ...Cela ne traduit-il pas une diminution ». Nous nous excusons de cette erreur auprès de nos lecteurs.

« Mobiliser tous les partisans d'une société de liberté, celles ou ceux qui craignent qu'une opposition, par ailleurs querelleuse et divisée, ne conduise une politique bien fâcheuse pour les destinées de notre pays. » Voilà dans quels objectifs Chirac a proposé une rencontre au sommet à ses partenaires de la majorité.

Chirac a bonne mine de se gausser de la division de la gauche. La majorité n'est-elle pas une coalition de partis qui se chamaillent à qui mieux mieux depuis des années. Voilà longtemps que Giscard en personne s'efforce de limiter l'influence du RPR. L'UDF, regroupement des giscardiens, des centristes et des radicaux, n'est rien d'autre qu'une machine de guerre pour le laminier. Les dirigeants de la droite et du centre auront bien du mal à convaincre s'ils veulent opposer leur prétendue unité aux querelles de la gauche.

« Le pacte électoral qui a été conclu entre les partis de la majorité sera appliqué au pied de la lettre » a cru bon d'insister Chirac. « Il n'y a pas de problème de désistement au sein de la majorité » a fait écho Lecanuet. Pour faire bonne

mesure, Chirac est allé jusqu'à proposer que Jean-Jacques Servan-Schreiber, celui qu'il a appelé aimablement le « turlupin » de la politique, participe à la rencontre au sommet. Malgré tous ses efforts, seul un membre dirigeant de l'UDF, Lecanuet s'est dérangé et le fait qu'il ait qualifié « d'étroite, ardente et fervente » l'alliance entre le RPR et l'UDF, ne change rien à l'affaire : la majorité est une coalition des plus hétéroclites.

LA MAJORITÉ EST MINORITAIRE

Là aussi, ses dirigeants n'ont pas manqué après le premier tour d'ironiser aux dépens de la gauche. « Les formations politiques qui ont adhéré au Programme commun n'ont pas la majorité dans le pays » s'est écrié Barre. « Les partis du

Programme commun n'ont pas obtenu la majorité dans le pays » a également dit Soisson. Ce que les leaders de la majorité sortante omettent de signaler avec un ensemble pour une fois unanime c'est qu'ils ne rassemblent aucunement eux non plus une majorité d'électeurs sur leurs propositions. En comptant les 3 % de voix de l'extrême droite ils totalisent 46 % c'est-à-dire guère plus que la gauche.

MÉTHODE COUÉ

Pour tenter de devenir majoritaires au second tour, les leaders de la droite font largement appel à la méthode Coué. « Les Français vont maintenir le courant majoritaire autour du président de la République » affirme Lecanuet. Notre élan, notre dynamisme nous permettront de le poursui-

vre entre les deux tours afin de permettre probablement à la majorité de gagner au second tour » dit Chirac. « En s'unissant derrière l'UDF, les électeurs ont approuvé les objectifs de progrès et de justice du président de la République » assure Soisson.

Quant à Barre, il a déclaré tout simplement « Je demande aux électeurs et aux électrices d'assurer au second tour la victoire du bon sens » et d'ajouter « Il faut que nous ayons une majorité de rénovation politique et sociale ». En fait de rénovation, les travailleurs n'ont assisté depuis vingt ans qu'à une succession de replâtrages et de mini-remaniements. C'est notamment la raison pour laquelle leur volonté de changement est si forte, et c'est cela qui fait si peur à tous les hommes de la prétendue majorité.

Vous n'avez voté ni pour la droite ni pour la gauche Persévérez dans votre défiance

L'un des faits marquants de ces élections, c'est l'essor d'un courant, certes hétérogène, mais caractérisé par la défiance vis-à-vis de la droite comme de la gauche. Tout en cherchant à minimiser ce phénomène, les grands partis traditionnels courtisent ces électeurs. Ils représentent en effet plus de deux millions de voix et surtout ils joueront par leur attitude au second tour un rôle non négligeable.

La raison en est simple. La gauche va sans doute garder 170 sièges au moins des 179 dont elle disposait dans l'Assemblée nationale sortante. Pour atteindre la majorité, il lui faudrait gagner 75 sièges dans des circonscriptions tenues par la majorité. Or, sur une centaine de circonscriptions où cela est possible, il y en a environ 70 où le score est si serré que c'est le report éventuel des voix de ces électeurs qui pourrait emporter la décision. Ces électeurs sont donc soumis à bien des pressions de la part des partis qui prétendent au pouvoir et même, dans nombre de cas, ils subissent aussi

des pressions de la part du candidat pour lequel ils ont voté au premier tour et qui les appelle maintenant à voter pour ces partis dont ils se défiaient.

Céder à ces pressions et reculer atténuerait considérablement l'impact de leur vote du premier tour. C'est pourquoi nous les appelons à s'abstenir ou à voter nul

et les invitons à entrer en contact pour en discuter avec les adhérents et les candidats UOPDP qui se tiendront fermement à ces positions.

• Nanterre

Les travailleurs immigrés dans la bataille

Lors des débats télévisés qui ont suivi le premier tour les grands ténors et politiciens bourgeois ont tous parlé au nom de la France et des Français, mais aucun ne s'est par contre réclamé de la classe ouvrière. A fortiori, aucun n'a défendu la cause de l'unité de la classe ouvrière faite de travailleurs français et immigrés. C'est ce que remarque un de nos lecteurs de Nanterre qui nous raconte la part importante que ces derniers ont pris à la bataille politique dans le cadre du

comité local de l'UOPDP.

A Nanterre, de nombreux travailleurs immigrés, bien qu'ils n'aient pas le droit de vote, ont compris le sens de notre campagne et y ont participé activement sachant qu'elle correspondait à l'aspiration de la classe ouvrière. Dès la création de l'UOPDP, ils ont rejoint le comité d'initiative local. Lors des réunions, la majorité des participants ont expliqué leurs luttes : Pellet, Aluvac, Sonacotra, foyer des Gilets, et leur volonté d'unité entre Français

et immigrés. Ils ont montré qu'ils étaient partie prenante contre la bourgeoisie, qu'elle soit de droite comme de gauche. Notre campagne a surtout été axée sur l'unité de la classe ouvrière et la lutte contre la division des travailleurs français et immigrés. Les 129 électeurs qui ont répondu à notre appel, ont prouvé que l'internationalisme prolétarien est toujours vivant au cœur des ouvriers, car c'est bien dans les quartiers les plus populaires que nous avons obtenu le plus de voix.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

EN AVANT POUR LA SOUSCRIPTION DES 100 MILLIONS !

Conformément aux souhaits de nombreux lecteurs, nous reprenons ci-dessous la publication des listes de la souscription, pour les 60 millions, fixée dans l'année 1977. Nous rappelons que le 5

janvier fut atteint le chiffre de 65 millions de centimes. Le supplément de cinq millions obtenus sera donc décompté de la nouvelle souscription lancée pour 1978 et fixée à 100 millions.

J/C 40 F	C.D Camélinat 300 F	C/J.C.H. 44 F	C/JCH. 100 F
C.D Chou En Lai en timbres 46 F	Supplément à réabonnement	D/V/B. 20 F	R/J/P 8 F
Soutien H.R E/L 455 F			C 3 F
Pur un quotidien de combat, pour l'unité des M.L. 1 000 F			B/M 200 F
C.D Garcia Sanz 100 F			J/H. 110 F
Soutien de lecteurs à achats de brochures 10 F	S/L 14 F	M 30 F	E/J 5 F
Soutien à H.R. Mr et Mme T.J CH 1 000 F	V/J/L 14 F	S/A/F 17 F	D/M 8 F
Souscription 60 Millions C.D Lunester 2 445 F	V/J 30 F	R/D 1 000 F	P/T/H 100 F
3.421.255 pour les 60 Millions. 300 F	M/E/L 20 F	B/M 10 F	
Une étudiante, un instituteur. 200 F	H/J 30 F	O/B 20 F	
Sur vente brochures souscription (caricatures) au 31/12/77. 3 250 F	S/B 64 F	D/R 172 F	D/H 10 F
La chorale « La Commune » face aux attaques anti-communistes et fascistes, soutenons la presse révolutionnaire. 100 F	B/M 105 F	C/M/F 390 F	J/M 110 F
C.D Seimandi 274 F	M/C 30 F	L/G.P/H. 30 F	S/J/L 10 F
Un héritage représentant de la plus-value extorquée à la classe ouvrière- Retour à la classe pour son émancipation. 20 000 F	G/J/M 40 F	S/Y 30 F	D/M/A 300 F
C.D Potemkine et sympathisants 1 050 F	B/G 30 F	M.Mme C. 30 F	P/P/M 60 F
C.D Dimitrieva 1 000 F	S/J/C 30 F	S/B 80 F	G/C 210 F
3 ouvriers de l'Alstom St-Ouen. 17 F	G/P 30 F	G/B 30 F	M/R 52 F
Collecte dans un restaurant universitaire et restaurant du personnel plus des camarades et sympathisants 700 F	C/A 30 F	S/J/C 30 F	B/J 110 F
C.D Camélinat 200 F	S/Y 30 F		G 40 F
Souscription Lozère-2e versement. 100 F	W/A 30 F	T/J/Y 30 F	B/J 18 F
C.D Manouchian 280 F		G 30 F	N/B 5 F
C.D Vauban 500 F	G/JC 50 F	C/A 30 F	L/G/H 8 F
Supplément à vente de calendriers devant différents hopitaux 90 F	J/B 130 F	D/B 44 F	G/H 60 F
Sur le marché de G. 80 F	L/C/R 20 F	J/G 12 F	M/M 65 F
Pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne 30 F	L/M 44 F	C/R 36 F	G/E 110 F
	G/D 44 F	Q/M 30 F	D/Q/J 110 F
	E/B 344 F	B/A 16 F	T/M 110 F
	B/J/M 22 F	R/M 30 F	T/A 5 F
	D/P 1 088 F	G/P 60 F	P/B 60 F
	N/G 144 F		L/R/J 55 F
	L/B 344 F	D/P 10 F	Fameck Uckange 500 F
	L/G/L 22 F	M/M 18 F	C.D Ho Chi-minh 720 F
	L/M 44 F	B/C 3 F	Supplément à abonnement A. 80 F
			C/J/C 60 F
			J/L/J 10 F



106e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS MANIFESTATION ET MEETING DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE L'HUMANITE ROUGE

Commandez la brochure « Paris 19 mars 1977 » à l'adresse suivante : APN-Editions BP 279 75886 Paris Cedex 18

Cette brochure retrace la manifestation et le meeting organisés ce jour-là par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge pour commémorer le 106e anniversaire de la Commune de Paris.

Elle contient notamment des extraits des discours prononcés par des travailleurs de l'Alstom, PTT Paris-Brune, Câbles-de-Lyon, Chèques Postaux, hôpital Corentin Celton, Thomson CSF. Vous y trouverez également une intervention faite au nom du PCR ml et le discours prononcé par Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

Cette brochure est illustrée par de nombreuses photos représentant notamment la manifestation, les orateurs, la partie culturelle, les divers stands, la crèche, etc. Prix de la brochure : 5 F.

BROCHURES ENCORE DISPONIBLES

- La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne (2 F 50)
- Les cris de la commune (3 F)
- 106e anniversaire de la Commune de Paris, manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge (5 F)
- France 1977 : Les travailleurs et le logement (3 F)
- La Chine reste rouge. 11e retour de Chine d'une délégation des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Jacques Jurquet
- Les dirigeants du PCF contre les travailleurs : quand ils sont au pouvoir (5 F)
- Citroën, baigne capitaliste. De la révolte à la lutte organisée (5 F)
- Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances - Documents des revues Aydinlik et Halkin Sesi (5 F)
- Zaïre : Poursuivre fermement la lutte contre le social impérialisme russe et ses laquais - Des communistes marxistes léninistes zaïrois (5 F)

POUR LA SOUSCRIPTION

Le très beau poème sur Mao Tsé-toung intitulé « Mao Tsé-toung vit » (2 F).

Passez exclusivement vos commandes à APN - Éditions BP 279 78866 - Paris Cédex 18

Histoire économique des grands pays capitalistes

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age ; la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies :

Les Herbes sauvages La Force du Livre Paris 20e Lyon 1er et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

LE TOME V DES OEUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG

« Les marxistes ont toujours considéré que le prolétariat ne peut accomplir son œuvre qu'en s'appuyant sur les masses populaires, que les communistes, lorsqu'ils déploient leur activité parmi les travailleurs, doivent employer les méthodes démocratiques de persuasion et d'éducation, et qu'il est absolument inadmissible de recourir à l'autoritarisme ou à la contrainte ».

Extrait de « De la juste solution des contradictions au sein du peuple ». En vente à la librairie des Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'Union démocratique bretonne fait du «show business» pour avoir un stapontin

L'Union démocratique bretonne fait pas mal de tapage en Bretagne. Les tournées de Maxime Le Forestier, de Stivell étaient destinées à financer sa campagne électorale (17 candidats). Sa radio pirate «radio-frankiz» (radio libre) émet, pendant la campagne, à Brest. Son slogan «Voter UDB, égale voter deux fois», une fois pour la Bretagne, une fois pour la gauche, est tout à fait dans le style publicitaire adopté par les partis de droite ou de gauche.

Lancée par des étudiants il y a quatorze ans, l'UDB compte actuellement environ 1 200 adhérents recrutés essentiellement dans la petite bourgeoisie et dans les milieux culturels.

L'UDB se prend maintenant au sérieux. Il est vrai qu'en grenouillant autour de l'Union de la gauche sans vouloir y entrer vraiment, elle a réussi à obtenir quelques stapontins aux dernières municipales. Notamment à Brest, Lannion, Nantes, Cahais, elle compte plusieurs maires-adjoints et conseillers municipaux. Elle a même un conseiller régional.

Auparavant, l'UDB avait «vidé les gauchistes». En 1968, déjà, il y avait eu une purge. Par ailleurs, les jeunes

ses progressistes bretonnes et le groupe Sklérigen ont quitté l'UDB pour rejoindre les marxistes-léninistes.

En fait, l'UDB n'est qu'un appendice du PCF. Totalement absente des luttes en Bretagne, elle essaie parfois de s'y raccrocher à la manière des «zélus» PCF. Plus grave, il lui arrive de saboter des luttes. Ainsi, les travailleurs de l'Imprimerie cornouaillaise (Quimper), en lutte pour sauvegarder leur emploi n'ont pas dû apprécier le fait que l'UDB annule ses commandes dès qu'elle a senti que l'entreprise risquait de faire faillite. Tout le matériel de propagande électorale des 17 candidats devait être imprimé à l'im-

primerie cornouaillaise.

UN PROGRAMME CROUPION

Quant aux 69 pages qui composent le programme démocratique breton, il ne s'agit que d'un programme commun croupion à la sauce armoricaine. On retrouve les mêmes formules creuses que dans le Programme commun : par exemple, au paragraphe «Développer les droits des travailleurs et la démocratie dans les entreprises» l'UDB réclame : «La rénovation de la législation du travail et du code du travail ; le renforcement de droits et des moyens de l'inspection du travail qui sera contrôlé démocratiquement ; l'abolition de l'arbitraire patronal en matière de licenciements ; l'employeur devra faire la preuve de la faute avant de licencier un salarié ; l'extension et le renforcement du droit syndical dans toutes les entreprises ; l'élargissement des droits des travailleurs sur l'ensem-

ble des problèmes qui les concernent : conditions de travail, étude de postes, travail en équipe, etc. La démocratie doit être établie au niveau des entreprises».

«Élargir», «renforcer», «rénover», voilà bien des termes réformistes pour un parti qui se dit «révolutionnaire». A propos des licenciements, l'UDB ne demande même rien de plus que ce qui se fait actuellement en régime capitaliste ! Un patron capitaliste doit motiver ses licenciements.

Les quelques originalités du programme résident dans l'élection d'une assemblée nationale au suffrage universel, dans l'exigence de l'abandon de la force de frappe nucléaire et dans l'élaboration d'une politique culturelle régionale.

Mais dans leur course à la démagogie, le PS et le PCF sont déjà en train de récupérer tout cela dans leur programme. Alors, le petit stapontin auquel rêve l'UDB, il faudra peut-être le replier car il sera devenu totalement inutile.

● Bayonne Licenciement de notre camarade Maribel Ocana, candidate de l'UOPDP

Suite à la circulaire légale (profession de foi) envoyée aux électeurs, une procédure de licenciement «pour faute lourde» a été immédiatement engagée à l'encontre de Maribel Ocana, monitrice éducatrice à l'Enfant-roi d'Hendaye.

Le patron, qui accuse Maribel de «dénigrement public de la direction», l'a expulsée sur le champ, la menaçant même de faire intervenir la force publique.

L'UOPDP maintient les termes de la profession de foi dénonçant les conditions de travail scandaleuses et les conditions de vie des enfants.

L'UOPDP considère qu'il s'agit d'une atteinte manifeste aux libertés d'expression, aux libertés politiques.

Le fond du problème se situe à ce niveau, pour un patron qui aux municipales de 1972, s'est présenté sur une liste de droite. L'UOPDP, quant à elle, mène une campagne qui vise à dénoncer l'exploitation, et appelle le système capitaliste. C'est le combat de notre organisation et donc celui de nos candidats.

La réponse de la bourgeoisie est claire : violence, répression, le patron de l'Enfant-roi en fait la preuve et Maribel en est la victime.

L'UOPDP appelle tous les démocrates à manifester publiquement mardi 14 mars à 18 h 30 pour annuler ce licenciement et exiger la liberté d'expression qui est bafouée une fois de plus.

Le comité UOPDP de Bayonne le 10 mars 1978

LE RÉSULTAT
La camarade Ocana
obtient
407 voix, soit 0,44 %

● Guingamp Pourquoi les marxistes léninistes ont-ils appelé à voter «écologie 78»

«Écologie 78» s'attaque à un certain nombre de manifestations particulières graves et néfastes du système capitaliste :

- L'exode, le chômage, l'élimination des petits paysans.

- Les conditions de travail et de logement, leurs conséquences sur la santé ; le nombre élevé des accidents mortels de travail et de circulation.

- La pollution des terres et des mers.

- Le tout nucléaire.

- Les atteintes aux libertés.

PAS DE DÉSISTEMENT AU SECOND TOUR

«Écologie 78», malgré toutes les pressions dont il a été l'objet, a décidé de ne donner «aucune consigne de vote pour le second tour» et de ne «rien dire ou faire qui puisse favoriser une autre formation» ; la formation des candidats de Guingamp précise : «Nous ne nous désisterons pas au second tour : ni pour la

droite, responsable de la destruction des équilibres naturels et humains, ni pour la gauche qui, malgré l'espoir légitime qu'elle représente pour beaucoup de gens, ne remet en cause ni le nucléaire, ni la croissance, ni la centralisation étatique».

Le fondement de ce que les écologistes appellent «la destruction des équilibres naturels et humains», c'est le capitalisme, l'accaparement du fruit du travail de la majorité par une minorité d'exploiteurs, le pillage des peuples du tiers monde, la recherche du profit maximum, un type de croissance de la production qui méprise les besoins des gens.

«Prendre en charge notre vie», tel est un mot d'ordre des écologistes. Or, tous les candidats de droite ou de gauche disent : «Votez pour nous, on vous donnera ce qu'il vous faut» Non ! Les transformations se feront par la lutte unie et résolue de tous ceux qui sont victimes du capitalisme, sans compromission avec la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Un objectif : un seul parti en 78

(Suite de la page une)

Il a lui aussi souligné l'apport de la campagne pour l'unification.

«A cet égard, qu'il nous soit permis de souligner que la présence et la participation communes des militants du PCR ml et du PCMLF constituent un événement qui ne saurait demeurer sans lendemain.

Camarades ! Les conditions objectives existent désormais plus que jamais pour que nous nous retrouvions tous ensemble le plus rapidement possible

dans un seul parti marxiste-léniniste».

Après ces deux discours longuement applaudis par une salle enthousiaste, place fut faite au culturel.

«La Lyre des travailleurs» de Lille remporta un nouveau succès et le meeting s'est terminé par un film exécuté par le PCR ml, film qui trace à la fois la vie du peuple, des militants, leur rôle dans les luttes, leur rôle pour démasquer le révisionnisme et amener ceux qui subissent l'influence de ce dernier sur des positions révolutionnaires.

● Rennes Le 12 mars heure par heure

Comme partout ailleurs en France, la participation au scrutin a été forte.

Rennes, le 12 mars, un peu avant midi, à l'heure des sorties de messe et de PMU, des files d'attente se forment devant certains bureaux de vote des quartiers périphériques de Rennes.

Peu de commentaires ou de pronostics. Chacun attend calmement le moment du dépouillement et l'issue du duel dans les deux circonscriptions de la capitale bretonne. Le centre de la scène électorale : deux députés RPR sortants, opposés à deux challengers du PS.

18 heures. Les isolements sont démontés en un tour de main et l'urne est ouverte. Le président de bureau explique la méthode de dépouillement. Me voici scrutateur, avec quelques habitants du quartier de Villejean, sous l'œil vigilant d'un militant RPR qui arbore quelques décorations militaires.

Une heure après, les résultats du bureau sont pratiquement totalisés et les premières tendances apparaissent ; les résultats du RPR sont meilleurs que ceux du PS Hervé, moins bons que prévu. L'autre circonscription donnera la même information.

LES PREMIERS COMMENTAIRES

Un militant PS commente : «Si nous sommes battus à Rennes, ça veut dire qu'au plan national

ça va être serré». Un membre du PCF se sert fébrilement d'une calculatrice de poche. Tiens, ici le PCF ne retrouve pas toutes ses voix de 1975.

Le PSU, avec 3,75%, est en-dessous de ses espérances, fondées sur la présentation de deux candidats bien connus sur le quartier. Quelques militants de l'Union ouvrière et paysanne font les comptes : dans ce quartier populaire, le 1% est atteint à deux voix près.

DEVANT LA TELEVISION

Nous rejoignons la maison du quartier, où militants et amis de l'UOPDP se retrouvent autour du poste de télé et d'un casse-crôte.

Incertitude devant le gouvernement qui sortira des urnes du 19 mars. Mais très vite l'intérêt se concentre sur les résultats de l'UOPDP.

On note les quatorze voix gagnées dans une petite commune, à la suite d'une intervention très réussie dans une réunion du PCF.

Les scores régionaux commencent à parvenir. Ils tournent autour de 0,5%. On ne connaît que lundi matin le résultat de Quimper : 0,8%. Lundi soir, l'assemblée fera le point. On verra alors mieux, avec un léger recul, l'importance politique de ces voix marquant un refus des politiciens de droite et de gauche. Un poids qui aura son importance dans les luttes inévitables qui se profilent derrière le miroir déformant des élections.

LES RESULTATS :

Ile et Vilaine - Rennes
1ère : Laforêt 423 voix soit 0,56%
2e : Le Cam 571 voix soit 0,56%

LE RÉSULTAT

A Guingamp, le candidat écologiste
a obtenu 1 434 voix
sur 66 094 inscrits et 57 685 suffrages exprimés

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Naussac

Les petits paysans veulent rester au pays

De notre correspondant :

Si le barrage était construit, ce sont quelques 53 familles de paysans, soit 250 personnes, qui seraient chassées de leurs fermes, privées de leur outil de travail par la disparition de quelques 1 280 ha de la vallée la plus fertile de Lozère.

Peu important au gouvernement de l'État capitaliste la vie et le travail des paysans de Naussac, l'avenir des habitants de ce coin de Lozère auxquels ce barrage semble devoir faire courir des risques certains.

Les paysans et habitants de Naussac et des alentours ne veulent pas de ce barrage : ils ont pour cela mené diverses actions de lutte contre le barrage, légales comme illégales ; ils ont dû aussi affronter les flics et autres gardes-mobiles venus les matraquer sur les lieux de construction du barrage ; ils ont fait appel à la solidarité des autres travailleurs et habitants de Lozère qui, eux aussi, sont concernés, car Naussac et son barrage, c'est un pas de plus dans le pillage de la Lozère et dans l'exode rural, pour le profit des capitalistes ; ils ont aussi appelé à deux grands rassemblements au cours des étés 1976-1977 pour populariser leur lutte. C'est ainsi

que des dizaines de milliers de manifestants ont soutenu la lutte anticapitaliste des paysans de Naussac, en se rassemblant derrière eux, en appuyant leurs mots d'ordre et en suivant leurs directives. On peut dire que ces rassemblements ont été un succès pour les paysans et habitants de Naussac.

GARDEZ-VOUS A DROITE

Avec les élections, tous les candidats de la droite et de la gauche se démenent à qui mieux mieux.

Les hommes de main de la droite et du gouvernement n'hésitent pas à se présenter comme des « bienfaiteurs » de la Lozère ; par-

mi eux, le sous-ministre Blanc ; et ces gens-là n'ont pas honte, eux qui représentent ce gouvernement qui construit le barrage au mépris du travail et de la vie des habitants de Naussac et des alentours, eux qui envoient les gardes-mobiles réprimer les paysans, eux qui organisent la mainmise d'une poignée de capitalistes sur les richesses de la Lozère... Il faut demander des comptes à ces bourgeois. Il faut que leur vrai rôle soit mis à jour.

GARDEZ-VOUS A GAUCHE

A gauche, bien sûr, on se présente sous un jour agréable : mais l'affaire de Naussac notamment doit permettre d'ouvrir les yeux !

D'un côté, les dirigeants du parti fausement communiste : après avoir soutenu le projet de barrage, ils ont tourné leur veste, mais en paroles seulement : ils sont contre le barrage, mais « si toutefois le barrage s'avérait nécessaire... », « Si la déci-



sion était prise démocratiquement... », etc.

Pour eux, il faut croire que la position des habitants et paysans de Naussac contre le barrage n'est, par contre, pas suffisamment démocratique puisqu'ils ont refusé de soutenir leur lutte, leurs rassemblements, qu'ils ont même empêché, à Florac, des travailleurs de coller des affiches contre le barrage, qu'ils ont fait courir contre les paysans de Naussac et leur comité de défense, les pires calomnies et mensonges...

Toutes ces manœuvres réactionnaires du PCF doivent éclairer les habitants de Lozère comme elles ont éclairé les paysans et habitants de Naussac, comme elles devraient aussi éclairer les militants et sympathisants de base du PCF.

LE PS AUSSI

A côté du PCF, on trouve le PS qui compte bien faire oublier que c'est



JOURNAUX-RADIO-TELEVISION
N'ECOUTEZ PLUS NOS ELUS
NOUS AVONS MANIFESTE
POUR EMPECHER LE BARRAGE
ET NON POUR L'ACCELERER

un des leurs, et non des moindres, qui préside le Conseil général du Puy-de-Dôme, qui réclame à cor et à cri le barrage à Naussac... pour le profit de Michelin qui a besoin d'un « peu » d'eau pour camoufler sa pollution...

Ces messieurs ont plus d'un tour de main dans leur sac et entendent bien profiter pour leur compte de ce que le PCF s'est largement discrédité dans cette affaire de Naussac.

Mais là aussi, la vigilance s'impose car n'a-t-on pas entendu les dirigeants du PS dire que « toutefois si les travaux étaient suffisamment engagés, il... serait difficile d'arrêter... » ; et même ils n'en sont pas à une promesse démagogique de plus pour récolter des voix ; qu'on se souvienne de toutes les promesses que les candidats aux mairies ont fait avant les élections municipales et qu'on regarde après ce qu'ils ont fait une fois élus... pour les impôts, etc. Et ces gens de vous dire qu'« on ne peut pas faire autrement que de vous augmenter les impôts, si on ne vous construit pas ceci et cela qu'on vous avait promis, et c'est qu'on ne peut pas maintenant, bla, bla, bla... ». Qu'on regarde de plus près aussi les

attitudes quelque peu suspectes de certains socialistes dans le conseil municipal à majorité de gauche de Langogne : en matière d'opposition au barrage, il semble que ces gens-là n'hésitent pas à faire le jeu de tel envoyé gouvernemental et de la SOMIVAL (société chargée des expropriations) et ne démentent pas certaines de leurs manœuvres de division, hypocrites et dangereuses. On aimerait voir ce que pensent les conseillers municipaux de Langogne et leur maire en tête sur ce fameux plan d'eau annexé au barrage pour le compte de la municipalité.

Là aussi, comme pour le PCF, il est clair que les dirigeants du PS ne sont pas du côté du peuple, du côté des travailleurs, du côté des petits paysans et des habitants de Naussac et de Lozère. Tout ce qu'ils veulent, c'est prendre le pouvoir pour gérer pour leur compte et celui de la bourgeoisie dont ils sont une des composantes, le capitalisme et l'État capitaliste.

C'est pour cela que nous, communistes marxistes-léninistes de France, nous disons que pas une voix ne doit aller aux candidats de la bourgeoisie de droite comme de gauche.



Manifestation le 14 août 1977 à Naussac.